

Madame la Présidente du CSA-L,

Dans un contexte de nouvelles restrictions budgétaires en perspective, la CGT revendique une augmentation pour l'ensemble des fonctionnaires :

- une augmentation salariale pour les salaires compris entre le SMIC et 110 % du SMIC
- une augmentation de la valeur du point de 10 % pour tous
- une augmentation de points majorés pour les 3 catégories
- et la création d'emplois nécessaire aux besoins de la population

Ces revendications ont un coût, la CGT a des propositions pour leur financement en rétablissant l'IS au taux normal, l'ISF, en rétablissant la progressivité de l'impôt sur les dividendes.

Au cours de cet été nous apprenons la mise en place de caméras sur le site de Bernay sans aucune information préalable de votre part. La CGT a d'ailleurs envoyé un message à la Direction demandant que ce sujet soit mis à l'ordre d'un prochain CSA-FS. Il est regrettable qu'une fois encore ces instances se déroulent après coup.

Nous apprenons également l'arrivée de structures administratives extérieures sur le site de Pont Audemer, une fois encore sans la moindre information des représentants des personnels en amont. Peut-être estimez-vous que ces sujets ne relèvent pas de la compétence du CSA dans ses 2 formations ?

A ce sujet : Quand disposerons-nous des conventions de Verneuil- Bernay et Pont Audemer qui définissent les règles entre administrations ainsi que des questions budgétaires. Nous avons des interrogations sur le financement des travaux actuels de Pont Audemer : Qui les financent au regard des restrictions budgétaires 2023 que nous subissons ? Si les travaux sont financés par la DDFIP, quels sont les autres travaux différés ?

Toujours sur Pont Audemer, il était acté un bilan annuel de fonctionnement et des charges du service démétropolisé pouvant déboucher sur des réajustements. Deux ans après, aucun échange sur ce sujet alors que le service semble en grande difficulté du fait d'un volume de charges en inadéquation avec les emplois nécessaires au bon accomplissement des tâches. Nous demandons que ce sujet soit mis à l'ordre du jour d'un CSA-FS dans le cadre des conditions de travail des agents.

Les élus CGT en CSA-L